Mardi 9 janvier 1979 – No 1004

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Plus que jamais, soutenir le Kampuchea

LUNDI 8 janvier Phom Penh, capitale du Kampuchea démocratique est à nouveau occupée. Bien sûr, les dirigeants vietnamiens prétendront de même que *Radio Moscou* ou l'*Humanité* qui leur emboite le pas ce matin, qu'elle a été *« libérée »* par le soi-disant « Front uni de salut national du Kampuchea » (FUNSK).

Mais ce front dont *radio Hanoï* avait annoncé la création il y a quelques semaines n'est entré à Phom Penh que dans le sillage de l'armée vietnamienne aux basques de laquelle il a toujours opéré. Loin d'être une prétendue organisation de libération, c'est bel et bien d'une création des dirigeants vietnamiens qu'il s'agit.

Ce sont douze divisions vietnamiennes fortes de 100 000 hommes qui ont envahi le Kampuchea, soumis plusieurs villes à des bombardements qui ont laissé d'après les déclarations mêmes de Samdech Norodom Sihanouk des destructions massives.

Si les armées vietnamiennes ont pu déployer une telle puissance de feu, si leurs blindés et leurs avions ont contraint les patriotes kampuchean à reculer provisoirement et à se replier hors des villes conformément aux principes de la guerre populaire, c'est sans conteste grâce à l'armement très important dont elles ont été dotées par l'URSS.

Car derrière cette invasion vietnamienne, il y a la politique d'expansion de l'Union soviétique qui a fait du Vietnam son Cuba en Asie du Sud-Est où elle veut s'infiltrer et prendre la place d'où ont été chassés les USA.

Depuis longtemps, les dirigeants du Kampuchea démocratique avaient prévu une « guerre-éclair » des Vietnamiens à la saison sèche. Face à la supériorité militaire écrasante des envahisseurs, ils ont appelé le peuple à mener à nouveau la guerre populaire qui lui a permis, voilà quelques années, de remporter la victoire sur les agresseurs américains.

N'en doutons pas, c'est cette guerre populaire qui remportera en définitive la victoire, même si elle se heurte à forte partie puisque la superpuissance qui a intérêt à voir maintenir le Kampuchea sous son joug n'est autre que l'URSS.

Plus que jamais, le devoir de tous les anti-impérialistes, de ceux qui ont soutenu jadis la lutte des peuples lao, kampuchean et vietnamien contre l'impérialisme US c'est de soutenir le Kampuchea dans cette nouvelle épreuve.

Rappelons à ce sujet que le 2 janvier Kieu Samphan, président de l'Assemblée des représentants du peuple du Kampuchea démocratique, a fait appel *« aux amis proches et lointains »* du Kampuchea.

Il nous faut répondre à cet appel, populariser la vérité sur ce qui se passe au Kampuchea et en Asie du Sud-Est, dénoncer la campagne anti-kampucheane et soutenir la juste guerre populaire que ce petit peuple de huit millions d'habitants va mener pour sa libération.

Il faut aussi expliquer aux travailleurs de France que tous doivent se sentir concernés par cette guerre qui se déroule pourtant si loin. Le peuple kampuchean n'affronte-t-il pas en définitive la politique hégémonique de l'URSS, superpuissance dont l'ambition est aussi d'asservir l'Europe et notre pays.

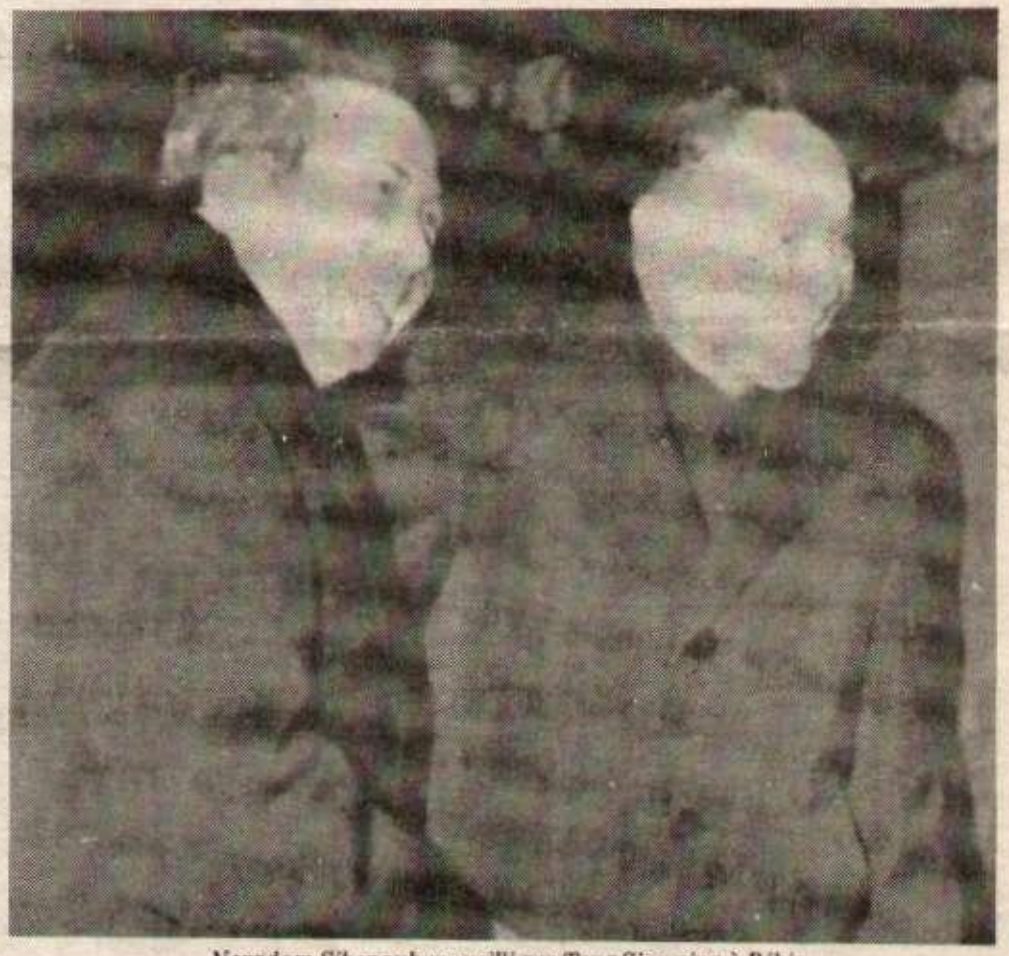
Jean QUERCY

Les chars vietnamiens à Phnom Penh

Le peuple du Kampuchea (Cambodge) se lance à nouveau dans une guerre populaire

LA « guerre-éclair » lancée le 1er janvier par douze divisions vietnamiennes puissamment armées par les Soviétiques a entrainé, dimanche 7, la chute de Phnom Penh. Seules Moscou et Hanoï s'en réjouissent et cherchent à nier l'agression du Vietnam en parlant de victoire d'un prétendu soulèvement cambodgien. En France, leur thèse n'est reprise que par l'*Humanité*. Dépêché à l'ONU pour défendre la cause du Kampuchea, Samdech Norodom Sihanouk est arrivé à Pékin où, huit ans après, il a lancé un appel à la résistance du peuple du Kampuchea en dénonçant la barbarie de l'agression vietnamienne. C'est le devoir de tous les anti-impérialistes de soutenir la guerre populaire que le peuple du Kampuchea va désormais mener pour sa libération.

Voir pages 3 et 4



Norodom Sihanouk accueilli par Teng Siao-ping à Pékin. Il a lancé un appel à son peuple pour résister à l'agression du Vietnam et il va représenter son pays à l'ONU

ALLEMAGNE

Solidarité entre sidérurgistes français et allemands

Une réunion-débat du Parti communiste d'Allemagne samedi à Duisbourg

DUISBOURG, en plein cœur de la Rhur. Dans cette seule ville se trouvent 35 % de la population de la sidérurgie allemande – et actuellement, depuis six semaines, c'est la grève et le lock-out dans les deux plus grandes entreprises de la ville, Thyssen (35 000 salariés) et Mannesmann (9 000 salariés). La grève pour les 35 heures, pour le plein emploi.

Samedi soir, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) organisait une réunion-débat tout près des usines dans un restaurant, comme c'est la coutume en Allemagne. Réunion de solidarité, de discussion, réunion internationaliste aussi : un sidérurgiste lorrain, frappé par les licenciements, Marcel Grégoire, membre du Parti communiste marxiste-léniniste, était venu apporter aux travailleurs allemands son expérience de lutte. Et au nom du Comité central du Parti communiste maxiste-léniniste, André Druesne, ouvrier métallurgiste, souligna la communauté d'intérêts – et de lutte – des classes ouvrières de France et d'Allemagne, en s'exclamant : *« Votre lutte, c'est aussi notre lutte ! »*

Et pendant trois heures, devant un public attentif de plus de soixante personnes, chacun apporta son témoignage, exprima sa solidarité. Un délégué du comité d'entreprise de l'usine Opel de Bochum (qui avait été élu sur une liste opposée à celle du syndicat) rapporta ce qui, dans son entreprise, était fait pour soutenir les sidérurgistes en grève. D'autres travailleurs, des apprentis abordèrent aussi ce thème de la solidarité. Et au nom du Comité central du KPD, Karl-Heinz Hutter souligna la portée de la grève en cours.

(Suite page 5)

Jean SCHUBERT.

Turquie

Le massacre fasciste à Kahramanmaras

LES 23 et 24 décembre, 500 personnes ont été massacrées dans la ville de Kahramanmaras. Ala radio, à la télévision françaises, on a parlé de conflits religieux qui seraient à l'origine de ces émeutes. En fait, ce sont les fascistes du MHP, le Parti d'action nationaliste, qui sont responsables de ce massacre. Le but de cette action, ainsi que les nombreux assassinats commis depuis le début de l'année, est de renverser le gouvernement Ecevit et d'instaurer une dictature fasciste. Tout dépend aujourd'hui de ce qui se passera dans les treize provinces où l'état de siège a été proclamé.

Après le passage des fascistes à Kahramanmaras

Les évènements de Kahramanmaras

Tout a commencé le mardi 19 décembre par le plastiçage d'un cinéma qui passait un film fasciste. Cette provocation permit aux militants fasciste du MHP, (Parti d'Action nationaliste) de proclamer que les communistes étaient responsables. En guise de représailles, ils assassinaient, deux jours plus tard, deux instituteurs progressistes.

Le lendemain, vendredi 22 décembre, le Parti ouvrier et Paysan de Turquie (parti marxiste-léniniste) organisait le cortège funèbre. 15 000 personnes étaient rassemblées pour rendre hommage aux deux instituteurs tués. Près d'un millier de fascistes masqués ont alors encerclé le cortège. Les participants au cortège ont alors demandé à la police et à l'armée d'intervenir pour empêcher les fascistes de tuer à nouveau. Ni la police, ni l'armée n'ont bougé laissant ainsi la voie libre aux fascistes. Ces derniers ont attaqué le cortège. Trois personnes ont été tuées.

Le lendemain, samedi, le MHP et la contre-guérilla, leur branche armée, s'en sont pris aux habitants de plusieurs quartiers de la ville. Armés de gourdins, de haches, mais aussi de fusils et de grenades, ils ont tué près de 500 personnes. Ce massacre s'est poursuivi durant deux jours. Ils ont incendié les magasins, les maisons, sauf ceux et celles qui portaient sur leurs devantures des inscriptions fascistes. Ils s'en sont pris tout particulièrement au quartier où demeurent les Alevit, une communauté religieuse progressiste.

Attaquant aux cris de « Turquie musulmane », ils ont voulu faire croire à un règlement de compte entre communautés religieuses. Durant ces deux journées de massacre systématique, l'armée et la police de Kahramanmaras ne sont pas intervenues, le commandant de gendarmerie de la ville, ayant donné l'ordre de ne rien faire. Ce n'est que le dimanche soir que des régiments venus d'ailleurs ont mis fin au carnage, bombardant les collines où s'étaient réfugiés les fascistes. Le lundi matin, tout était terminé.

Cette attaque fasciste était très bien organisée. Les cibles étaient choisies, rien n'était laissé au hasard. Il est évident qu'elle avait été préparée longtemps à l'avance.

Depuis le début de l'année, le MHP et la contre-guérilla sont responsables de plusieurs centaines d'assassinats. En avril dernier, ils avaient déjà tenté de renverser le gouvernement mais ce fut un échec. Durant l'été, des groupes de militants du MHP ont organisé des bandes armées de fusils dans les collines du sud-est de la Turquie. Ils se préparaient militairement.

Le but des fascistes : mettre fin à la démocratie

Le but poursuivi par le MHP est la prise du pouvoir par coups d'Etat afin d'instaurer une dictature fasciste comme ce fut déjà le cas en 1971. Une semaine avant les événements de Kharamanmaras, Faik Turun, commandant militaire de la loi martiale à la suite du coup d'Etat de 1971, a déclaré à Adana que le gouvernement Ecevit ne finirait pas l'année. Faik Turun fut l'un des fondateurs de la contre-guérilla.

Au mois de novembre, le MHP appelait au renversement du gouvernement social-démocrate d'Ecevit.

Il veut mettre fin à la démocratie qui s'instaure difficilement en Turquie. Pour cela, le MHP possède bien des appuis au sein de l'armée. Cependant sa puissance au sein de l'appareil d'Etat s'est trouvée très affaiblie au début de cette année, depuis l'arrivée au pouvoir du Parti républicain, le parti d'Ecevit. La perte de postes de haut rang dans l'appareil d'Etat réduit d'autant leur marge de manœuvre.

De plus, à la fin de cette année, suite à la campagne menée par le Parti Ouvrier et Paysan contre la contre-guérilla, le gouvernement a été amené à prendre des mesures contre les fascistes, ou tout du moins contre les hommes de main des fascistes.

Il leur faut donc agir au plus vite avant de subir de nouveaux coups. Par ailleurs, il faut signaler que ces événements surviennent après que la Turquie et la Grèce aient fait un pas dans le réglement du problème de Chypre et de la mer Egée. Le MHP est opposé à ces négociations.

Les militants du MHP de la ville ont inscrit des mots d'ordre fascistes sur les devantures de leurs magasins et de leurs maisons pour se signaler aux yeux de leurs amis lors de l'attaque samedi 23 et dimanche 24 décembre

Une démocratie en danger

Après les événements de Kahramanmaras, l'état de siège fut proclamé dans treize provinces de la Turquie, situées essentiellement au centre et au sud du pays. Il doit durer deux mois. Le calme est revenu dans le pays, mais tout n'est pas terminé pour autant. L'important est de savoir maintenant ce que fera le gouvernement de l'état de siège, s'il s'en sert effectivement pour s'attaquer à la source, c'est-à-dire s'il met tout en œuvre pour mettre un terme aux activités des fascistes ou s'il se sert de cette situation pour, au contraire, limiter les libertés du peuple turc et réduire à néant les efforts de démocratisation entrepris. Il semble que pour l'instant, ce soit la première voie qui ait été choisie. Le fait d'avoir reconnu le MHP comme responsable des événements est déjà un pas.

De ce choix dépendra l'avenir de la démocratie en Turquie.

Evelyne LE GUEN

Après la Roumanie

La Pologne refuse d'augmenter ses dépenses militaires

DECIDEMENT, la décision de Moscou de faire augmenter sensiblement les dépenses militaires de ses alliés du Pacte de Varsovie continue à susciter de gros problèmes dans le bloc militaire des pays de l'Est. On se souvient que la Roumanie, par la voix du président Ceaucescu, avait refusé catégoriquement d'augmenter ses propres dépenses militaires et profité de l'occasion pour réaffirmer son désir d'indépendance nationale en insistant sur le fait que pas un seul soldat roumain n'obéirait à un général étranger. De plus, il ne serait pas question pour la Roumanie de se lancer dans une quelconque agression militaire.

LES EXIGENCES DE MOSCOU

Ces mises au point très nettes n'avaient, on s'en souvient également, pas du tout été du goût des dirigeants soviétiques. Les autres pays du Pacte, eux, pour leur part, s'étaient abstenus de tout commentaire. Et pour cause... Pour eux aussi, ce surcroit de dépenses militaires qu'exige Moscou est un fardeau qui est de plus en plus difficilement tenable. Depuis plusieurs années, la politique de Moscou en ce domaine consiste en effet à faire supporter de plus en plus sur les pays du Pacte de Varsovie ses propres préparatifs de guerre.

En dix ans, de 1967 à 1977, par exemple, alors que l'URSS augmentait ses propres dépenses militaires de 26 % (ce qui est déjà énorme si on sait que dans le même temps, les Américains réduisaient les leurs de 24 %), Moscou contraignait la Pologne à accroître les siennes de 104 % et la RDA de 206 %. Au total, sur cette période, les pays du Pacte de Varsovie autres que l'URSS subissaient une augmentation de 115% de leurs dépenses de guerre.

On comprend donc que la plupart des pays de l'Est ne se soient pas empressés de condamner le cavalier seul roumain. D'autres tentent même, timidement, de l'imiter ; c'est ainsi que le gouvernement polonais a décidé de ne pas augmenter ses dépenses militaires à un niveau supérieur à sa propre inflation cette année. Ce qui est en contradiction formelle avec la volonté de Brejnev qui voulait que ces budgets soient augmentés de 3 % au moins en plus de l'inflation.

LA DESOBEISSANCE DE LA POLOGNE

Tentative timide car la Pologne n'est pas la Roumanie et la politique dindépendance de ces pays est loin d'être comparable. C'est ainsi que les dirigeants polonais se sont abstenus de toute déclaration officielle sur le sujet, comme l'avait fait Ceaucescou et que surtout, ils ont souscrit à l'autre exigence soviétique, à savoir une intégration renforcée des troupes du Pacte sous le commandement soviétique. Il n'en reste pas moins que cette décision de la Pologne est significative d'une crise profonde dans les pays de l'Est provoquée par l'effort exigé par Moscou dans ses préparatifs de guerre. *« Pour nous, la défense est un très lourd fardeau »*, a déclaré le ministre polonais des Affaires étrangères.

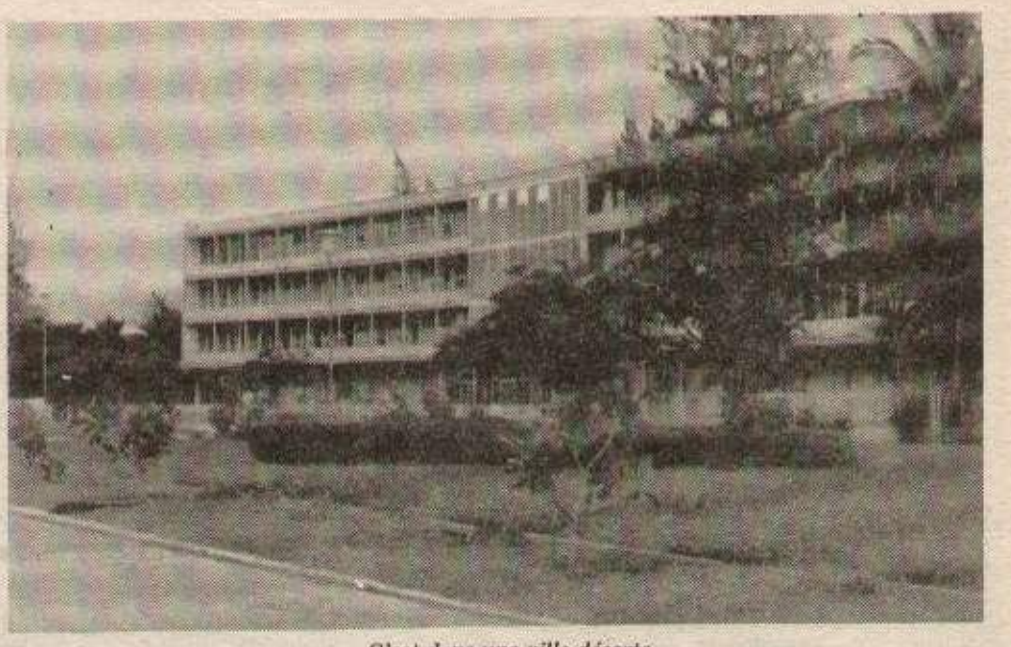
Il est sûr, en effet, que vu la situation catastrophique polonaise, toute augmentation brusque des dépenses militaires risquerait de déboucher sur de nouveaux soulèvements populaires du type de ceux de 1976, et le gouvernement en est tout à fait conscient. C'est très certainement là qu'il faut rechercher la raison principale de cette « désobéissance » des autorités polonaises aux injonctions de Moscou. Le peuple polonais en a assez d'avoir à se priver de tout pour la satisfaction des visées militaristes soviétiques et la situation intérieure, déjà très tendue, pourrait rapidement devenir explosive si les choses continuaient ainsi.

Le 11 novembre dernier, 4 000 Polonais avaient manifesté à l'occasion de l'anniversaire de l'Indépendance de la Pologne au mot d'ordre : *« Il n'y a pas de pain sans indépendance »*. C'était la première fois, mis à part les grandes révoltes populaires, que la liaison entre les conditions misérables de vie et la domination soviétique apparaissait aussi nettement en public de la part non pas d'un groupe d'intellectuels, mais au niveau des masses. Et il est sûr que ce type de craquement à l'intérieur du bloc de l'Est, dû à l'émergence de mouvements populaires, ne pourra aller que dans le sens d'un développement.

Serge FOREST

L'HUMANITE ROUGE – Mardi 9 janvier 1979

Pol Pot, principal responsable du Parti communiste du Kampuchea. Il a lancé un appel à faire la guerre populaire à l'agresseur vietnamien



C'est dans une ville déserte que les Vietnamiens sont rentrés (Photo archives HR)

Les chars vietnamiens à Phnom Penh

Le peuple du Kampuchea (Cambodge) se lance à nouveau dans une guerre populaire

CE sont Radio-Moscou et Radio-Hanoï qui, les premières, ont annoncé la chute de Phnom Penh. Elles n'ont pas parlé de l'entrée des chars vietnamiens dans la capitale du Kampuchea (Cambodge) mais de la victoire d'un prétendu Front de salut national. Ce Front qui a deux mois d'existence, comment aurait-il peu mettre sur pied une armée capable d'envahir le Kampuchea, ou comment aurait-il trouvé les avions et les pilotes qui bombardent le Kampuchea ? Et les chars qui sont entrés dans Phnom Penh, à qui sont-ils ? Quatorze divisions, regroupant 120 000 hommes, mises sur pied en deux mois ? Bizarre !

Avec la chute de Phnom Penh, c'est la lutte de résistance à l'envahisseur vietnamien qui commence au Kampuchea. Si les agresseurs ont pu pénétrer si vite, c'est grâce à la supériorité de leurs armements fournis par les Russes et aussi grâce au repli des combattants du Kampuchea qui entendent mener sur leur terrain une guerre populaire prolongée. C'est là que les Vietnamiens, avec leurs forces classiques, connaîtront des difficultés surtout après la saison sèche.

Dans le même temps, le prince Sihanouk arrivait à Pékin où il doit tenir une conférence de presse lundi 8 janvier pour dénoncer à la face du monde l'odieuse agression dont son pays est victime. Il a été reçu à Pékin par le vice-premier ministre, Deng Xiao-ping, avec les honneurs dûs aux chefs d'État. Il a eu aussitôt un entretien avec ce dernier. Au cours du banquet qui a suivi, Deng Siao-ping a demandé à l'ONU de prendre des mesures énergiques contre la flagrante agression du Vietnam. Ensuite, le prince Sihanouk se rendra à New-York pour représenter le gouvernement du Kampuchea au débat qui doit avoir lieu à l'ONU sur l'agression vietnamienne.

En France, la grande presse continue de lancer ses calomnies contre le Kampuchea démocratique, le présentant comme un régime barbare et antipopulaire Les journaux qui ont participé à la campagne de calomnies contre le Kampuchea démocratique continuent de déverser leurs mensonges mais reconnaissent la réalité de l'agression vietnamienne.

L'*Humanité* est le seul journal, dans la grande presse, qui reprenne quasiment à la lettre les thèses de Moscou et de Hanoï.

N'est-ce pas l'*Humanité* qui parle de « libération » de Phnom Penh ? Libération par qui ? Libération de quoi ?

Il n'y a que l'*Humanité* qui parle de soulèvement populaire, *« sans doute aidé par les Vietnamiens »*, comme l'écrit Yves Moreau. Le même Yves Moreau parle de canons cambodgiens qu'il aurait entendus lors de son séjour au Vietnam. Mais il oublie de parler des villes du Kampuchea rayées de la carte par les bombardements vietnamiens, il a oublié de parler des bombes au napalm et des chars vietnamiens.

La campagne de dénigrement orchestrée dans la presse avait pour but d'isoler le Kampuchea face aux attaques du Vietnam et de préparer le terrain à une telle attaque. Mais c'est compter sans l'appui des peuples du monde épris d'indépendance. La cause du peuple du Kampuchea est juste et, tôt ou tard, les envahisseurs vietnamiens connaîtront les mêmes défaites que leurs prédécesseurs américains, cela malgré les difficultés.

Léon CLADEL

Il n'y a pas de soulèvement populaire au Kampuchea

L'agresseur, c'est le Vietnam

PHOM-PENH, capitale de Kampuchea démocratique (Cambodge) vient d'être prise par les 12 divisions vietnamiennes forte de 100 000 hommes et puissamment armées qui ont envahi le Kampuchea la semaine dernière. Voilà un fait qui doit éclairer les interrogations soulevées chez de nombreuses personnes, en particulier chez les adhérents ou sympathisants du PCF, par la propagande de *Radio Hanoï* reprise par l'*Humanité* : y-a-t-il agression ou non du Vietnam, y-a-t-il ou non soulèvement populaire dirigé par une organisation baptisée « FUNSK » ?

Pour ce qui est de la première question, il faut d'abord rappeler que la position du Vietnam (et en même temps celle de l'*Humanité*) ont sensiblement changé depuis quelques semaines. Hanoï a, d'abord, toujour nié avoir l'intention d'envoyer ses troupes au Kampuchea. Elle prétendait que c'était le Kampuchea (et la Chine au Nord) qui menaçaient la sécurité de ses frontières et qu'elle ne faisait qu'adopter une position défensive. Or, aujourd'hui, le Vietnam ne peut évidemment plus dire que c'est le Kampuchea qui l'agresse ! La réalité de l'invasion vietnamienne est tellement criante que pas un seul journaliste ne la nie (sauf l'*Humanité* jusqu'à jeudi dernier encore).

ÇA CHANGE

La version vietnamienne des événements est donc en train de changer. Hanoï (et l'*Humanité* plus tard) reconnaissent la présence de soldats vietnamiens au Kampuchea mais cette présence est présentée comme une « aide internationaliste » au peuple kampuchean pour renverser son gouvernement qualifié de « sanguinaire ». Pour Hanoï, il n'y aurait toujours pas d'agression. Alors posons quelques questions : est-ce que le Kampuchea a attaqué le Vietnam ? Est-ce que l'un des principes qui régissent les relations entre pays n'est pas le respect de l'indépendance et la non-intervention dans les affaires internes de chacun ? Est-ce qu'envoyer des bombardiers pilonner jusqu'à quarante fois par jour un pays étranger y compris des hôpitaux civils peut-être qualifié d'aide au peuple de ce pays ? Est-ce qu'envoyer 12 divisions de soldats accompagnés de blindés, soit plus de cent mille hommes conquérir ce pays peut-être qualifié d'aide au peuple de ce pays ?

Il n'y a pas trente-six réponses possibles à ces questions ou alors il faut être conséquent avec soi-même : si le Vietnam peut envahir le Kampuchea sans être taxé d'agresseur, il faut aussi considérer que l'impérialisme américain n'a pas agressé le peuple vietnamien puisque les USA aussi prétendaient « aider » le peuple contre le « totalitarisme ». De même, il faut considérer que l'URSS n'a pas envahi la Tchécoslovaquie puisqu'elle prétendait, elle, protéger le peuple contre le danger impérialiste venu de l'Ouest. Non, il n'y a pas de confusion possible. Il faut appeler un chat un chat, et une invasion une invasion.

COINCIDENCE ?

Quant à la seconde question (y-a-t-il un front uni de salut national (FUNSK) authentiquement cambodgien qui se serait fixé pour objectif de renverser le gouvernement ?) un petit retour en arrière est nécessaire pour y répondre.

(Suite page 4)

Plusieurs villes détruites par l'aviation vietnamienne

LE prince Sihanouk a déclaré à Pékin au cours d'une réception offerte par Deng Xiaoping (Teng Hsiao-ping) que plusieurs villes du Cambodge ont été rayées de la carte par les bombardements vietnamiens.

A propos de Sihanouk, la campagne anti « khmers rouges » avait affirmé avec insistance, soit qu'il était mort, soit qu'il était privé de liberté, selon d'autres. La mission de Sihanouk dont on connait l'attachement et le combat pour l'indépendance de son pays, est un démenti à toutes les calomnies qui ont été déversées sur son propre sort.

Il n'y a pas de soulèvement populaire au Kampuchea

L'agresseur c'est le Vietnam

(Suite de la page 3)

Début septembre 1978, *Radio Hanoï*, et elle seule, annonce des soulèvements populaires au Kampuchea justement dans les régions aujourd'hui envahies par l'armée vietnamienne ; quelques semaines plus tard, *Radio Hanoï* annonce triomphalement la création du FUNSK, le soulèvement général serait imminent. Coïncidence : les troupes vietnamiennes sont massées aux frontières, l'URSS livre des Mig 23 à Hanoï. Autre détail troublant : la radio du FUNSK a été localisée en territoire vietnamien et non kampuchean, toutes les émissions et les prises de positions sont exactement semblables à celles de Hanoï. A la même époque, un traité militaire est signé entre l'URSS et le Vietnam. L'existence du FUNSK n'est reconnue que par Moscou et un certain nombre de pays de l'Est (pas par la Roumanie ni la Yougoslavie). Aujourd'hui, alors que douze divisions vietnamiennes sont au Kampuchea, soit 100 000 hommes, les agences de presse font état de 8 000 membres du FUNSK au maximum.

Il s'agit d'hommes formés militairement au Vietnam depuis de longs mois et entièrement acquis au gouvernement de Hanoï.

De toute façon, une chose est sûre : une organisation formée depuis à peine deux mois ne peut pas déjà être dotée d'une armée régulière, formée d'unités motorisées et équipée de chars et d'avions. Cette armée-là, c'est celle du Vietnam. Le FUNSK n'est qu'une organisation fantoche créée pour justifier l'agression actuelle.

INGERENCE

Et quant à savoir si le gouvernement d'un pays peut envoyer ses troupes renverser militairement le gouvernement d'un autre pays indépendant sous prétexte que huit mille personnes sont contre ce gouvernement, la réponse est évidente.

La thèse de l'« aide au peuple Kampuchean » n'est qu'un mensonge, d'autant plus quand le peuple en question reçoit des milliers de bombes par jour. Si ce n'était pas si tragique, on pourrait décerner au gouvernement vietnamien le prix de l'humour noir ! Tous les gens pour qui le mot indépendance n'est pas vide de sens doivent dénoncer cette agression qui ne veut pas dire son nom.

Claude LIRIA

Kampuchea

Continuer le combat anti-impérialiste

EN agressant le Kampuchea, petit pays de 8 millions d'habitants, les dirigeants vietnamiens ont trahi le testament d'Ho Chi-minh et la déclaration commune des peuples indochinois. En septembre 1969, le gouvernement du Vietnam du Nord publiait le testament d'Ho Chi-minh du 10 mai 1969. « *Mon ultime souhait*, déclarait-il notamment, *est que tout notre Parti, tout notre peuple s'unissent étroitement et fassent tous leurs efforts pour édifier un Vietnam pacifique, réunifié, indépendant, démocratique et prospère.* » Les 24 et 25 avril 1970, à l'initiative de Samdech Norodom Sihanouk se réunissaient les délégations au sommet des peuples indochinois. Citons-en deux larges extraits :

« *Les parties cambodgienne, lao et sud-vietnamienne affirment hautement leurs objectifs de combat : l'indépendance, la paix, la neutralité, l'interdiction de toute présence de troupes ou de bases militaires quelconques, l'interdiction de l'utilisation de leurs territoires par un pays étranger quelconque en vue d'une agression contre d'autres pays...* » et « *Les parties respectent les principes fondamentaux des accords de Genève de 1954 sur l'Indochine, reconnaissent et s'engagent à respecter l'intégralité territoriale du Cambodge dans ses frontières actuelles, respectent les accords de 1962 sur le Laos. Les parties affirment que tous les problèmes qui se posent dans les relations entre les trois pays peuvent être résolus par des négociations dans un esprit de respect mutuel, de compréhension réciproque et d'entraide.* »

REGARDER LA VERITE EN FACE

Au lieu de consacrer tous les efforts du pays à la reconstruction d'un Vietnam pacifique, les dirigeants vietnamiens ont militarisé à outrance et se sont lancés dans une guerre meurtrière. Huit ans après ces déclarations, ils ont signé un traité soviéto-vietnamien qui marque la perte de leur indépendance au profit de Moscou et a donné le feu vert à l'agression. Le Vietnam rêve avec Moscou de se rendre maitre d'une « grande Fédération indochinoise » qui regrouperait le Laos et le Kampuchea. Une telle politique est préjudiciable au peuple vietnamien comme aux autres peuples de la région. Elle fait, en réalité, le jeu de la superpuissance soviétique qui veut prendre la place des USA dans le Sud-Est asiatique. Car, si le Vietnam vient d'occuper le Kampuchea, c'est avec une armée encadrée par les conseillers soviétiques, armée par l'URSS qui occupe également les anciennes bases US sur le sol même du Vietnam.

Rester fidèle à l'idéal anti-impérialiste aujourd'hui, c'est sans conteste dénoncer la superpuissance russe qui s'efforce de « vietnamiser » le Kampuchea et soutenir la juste guerre populaire que va mener ce petit pays contre l'envahisseur.

Jean QUERCY

LUTTE

Grève des éboueurs de Rennes

L'action vient de se terminer

LES éboueurs de Rennes et de quarante communes de sa proche région se sont mis en grève le 22 décembre. Le mouvement vient de se terminer samedi matin. Lors de l'assemblée générale de vendredi soir, le personnel de la Netra a décidé de la reprise.

Cette société, dont le siège est à Nantes, a décroché en 1970 un contrat de dix ans (mis au « concours » par la municipalité, pour le ramassage des ordures) qui se termine donc en 1980 : Netra devra alors renégocier son adjudication avec la municipalité, aujourd'hui de gauche.

Sur Rennes et les communes suburbaines travaillent 114 éboueurs avec 35 à 36 bennes (dont 23 sur Rennes). Les ordures sont vendues par la Netra à la Sobrec, société de chauffage que les habitants de Rennes — de Villejean en particulier — connaissent bien pour avoir lutté contre elle et les charges exorbitantes qu'elle faisait payer. Nul doute que la Netra gagne beaucoup.

Chaque année, elle augmente ses prix de 16 %. Depuis 1970, en sept ans, le coût de la collecte a augmenté de 130 %. Pendant le même temps, le tonnage collecté n'a augmenté que de 26 %. De toute évidence, les profits ne sont pas en baisse ! Netra peut payer !

BOSSER POUR NETRA

En breton, Netra veut dire : Rien !

Bosser pour Nétra, justement, c'est bosser pour presque rien : pour 174 heures meusuelles au point 100, les moins payés des rippeurs (ceux qui chargent les poubelles) gagnent 2 475 F. Les travaillleurs demandent 2 720 F par mois : ce n'est vraiment pas le Pérou. Un rippeur que nous avons rencontré et ayant sept ans d'ancienneté a été stupéfait d'apprendre qu'à Paris un débutant gagnait 2 800 à 3 000 F : rêve inaccessible ! Seriez-vous prêts pour 2 450 F par mois à courir derrière une benne dès 6 heures du matin, six jours par semaine et par tous les temps, comme ces jours-ci par exemple ?

En plus, la Netra pratique pour combler les manques de personnel un système d'embauche à la journée : « *Pour être pris, il faut se pointer à l'embauche à 6 h 30 le matin au départ des bennes, dans la zone industrielle de St-Grégoire. Il y a souvent quinze gars à attendre, des gars qui en ont marre d'être au chômage. Des titulaires malades, des gars qui ne sont pas là ou qui sont en congé : le chef embauche des journaliers. Encore, pour être embauché, il faut « plaire » car la Netra se permet de choisir, à la tête du client..* »

TOUS EN GREVE

Le 22 décembre, la grève a été votée à une très large majorité en assemblée générale, sous l'impulsion de la section CGT.

Un cahier de revendications a été posé à la direction :

— 2 720 F de salaire mensuel de base.

— Une prime de transport de 50 F (elle est aujourd'hui de 23 F, car elle n'a pas été augmentée depuis huit ans !).

— La semaine de quarante heures en cinq jours (au lieu de six) avec un système de roulement.

— La cinquième semaine de congés payés.

Un service minimum est assuré (chaque jour une benne ramasse les poubelles des hôpitaux et cliniques, pas mesure d'hygiène). Les 29 et 30 décembre, le travail a repris « *afin de réduire la gêne à la population et faciliter l'ouverture des négociations.* » Ces deux jours ont été l'occasion d'explications : « *Evidemment, il y en a toujours qui ne veulent rien entendre, mais dans l'ensemble, les gens nous comprennent et nous soutiennent* ». Après le 1er de l'An, comme la direction n'avait toujours rien cédé, la grève a repris et elle s'est poursuivie toute la semaine jusqu'à ce que le patron se soit décidé à négocier.

« *Nous sommes tenus par la convention collective nationale* », prétend la direction de la Netra qui prétend qu'augmenter les salaires la mettrait en mauvaise position face aux concurrents et que « *cela compromettrait l'avenir de la société et d'une partie de son personnel* ». Chantage habituel.

Pourquoi revendiquer demandait le directeur, « *alors que votre salaire se trouve supérieur à celui de bien d'autres métiers difficiles* ». Pour certaines autres revendications, la Netra voudrait que les travailleurs attendent la renégociation du contrat avec la municipalité, c'est-à-dire 1980.

Autant dire qu'elle veut faire poireauter les ouvriers. Notons d'ailleurs que la signature d'un nouveau contrat n'est pas évidente. La municipalité PC-PS de Rennes envisage en effet de créer une régie municipale... Si cette éventualité se réalise, que deviendront les travailleurs de la Netra ? Seront-ils tous réembauchés par la municipalité ? A quelles conditions ?

Serge Huder, l'un des adjoints PC à qui, semble-t-il, on doit ce projet de régie, s'effarouche déjà du « coût élevé » que représenterait « *l'intégration éventuelle du personnel de Netra dans le personnel communal* ». Monsieur Huder se ferait-il tirer l'oreille pour augmenter les salaires ?

Pour l'heure, c'est encore à la Netra de les augmenter.

Yannick DAGORN

Ce qu'ils ont obtenu

Vendredi soir, un accord a été conclu entre la direction et la CGT de la NETRA. Cet accord prévoit une augmentation des salaires de 30 F par mois, une prime de 50 F pour le surcroit de travail pendant les premiers jours. Il y a de la part de la direction engagement à aménager les horaires de travail en 5 jours au lieu de 6. Cinq personnes devraient être embauchées prochainement.

«Nous avons été trahis, monsieur...»

RENNES, samedi 6 janvier, le froid sur le marché des Lices est glacial. Plus rares qu'à l'habitude, les passants s'arrêtent néanmoins pour lire notre dénonciation de l'agression vietnamienne. Les diffuseurs de *L'Humanité dimanche* prennent le tract du Parti, le lisent. « *Il sera étudié, discuté, vous pouvez en être sûrs...* ». Dans notre ville, comme ailleurs, depuis un an ou deux, la colonie indochinoise s'est développée. Des Cambodgiens, des Vietnamiens, passent. Tous s'arrêtent, lisent le tract avec gravité ou se le font traduire.

Un Vietnamien d'un certain âge, hoche la tête avec tristesse : « *Ah, monsieur, nous avons été trahis...!* ».

DANS L'ACTUALITE

Les sidérurgistes allemands en lutte pour les 35 heures

ALLEMAGNE

Solidarité entre sidérurgistes français et allemands

Réunion-débat du Parti communiste d'Allemagne, samedi à Duisburg

(Suite de la page une)

Tout au long de la soirée, trois idées forces revenaient sur toutes les lèvres : celle de la solidarité d'abord, chacun ayant à cœur de soutenir une grève qui concerne l'ensemble des travailleurs ; celle de l'internationalisme prolétarien ensuite. Marcel Grégoire fut chaleureusement applaudi quand il déclara : *« Je voudrais évoquer ici la nécessité de mieux nous connaître au niveau de l'Europe. Pendant que nous luttions à Thionville, en 1977, les travailleurs belges et luxembourgeois faisaient de même à moins de 40 km. Nous ne nous sommes jamais rencontrés. Des milliers de sidérurgistes sont allés manifester à Paris, à plus de 300 km. Mais nous n'avons jamais franchi la frontière voisine pour rassembler les travailleurs français, belges et luxembourgeois qui parlent pourtant la même langue. C'est une lacune qui doit nous faire réfléchir. C'est vrai que dans chaque pays la classe ouvrière a ses traditions et ses formes particulières d'organisation. Il n'empêche que nous devons nous rencontrer de plus en plus pour mieux lutter contre nos bourgeoisies au niveau de l'Europe. »*

Et enfin, au fil des discussions, chacun prenait conscience de l'importance de cette grève, la plus importante qui ait été menée depuis bien longtemps, et des changements qu'elle fait naître dans la conscience des ouvriers. Jusqu'à présent, les mass-média les berçaient avec les mirages de la « cogestion » et de l'« union des partenaires sociaux » — mais avec la grève en cours, tout cela s'écroule et les ouvriers se retrouvent face aux patrons, classe contre classe.

J. S.

Extraits de l'intervention d'André Druesne

Chers camarades,
Chers amis,

LE Parti communiste marxiste-léniniste de France apporte son salut le plus fraternel aux ouvriers sidérurgistes d'Allemagne qui mènent une lutte résolue pour leurs justes revendications depuis plus d'un mois.

En engageant ce combat de classe, préparé par des meetings, les camarades sidérurgistes ont mis en avant une revendication unificatrice des actifs et des chômeurs : la semaine de 35 heures.

Cette lutte de classe des sidérurgistes d'Allemagne, c'est aussi une lutte pour l'emploi, contre les monopoles qui ont jeté à la rue plus de 135 000 travailleurs en huit ans dont 41 000 durant ces trois dernières années.

Cette politique de restructuration pratiquée par les monopoles capitalistes préconise pour les années à venir la suppression de 40 000 emplois.

Cette politique, c'est aussi, pour les travailleurs, des cadences de plus en plus infernales.

Les sidérurgistes d'Allemagne en ont assez et c'est pourquoi ils mènent ce combat de classe.

En France comme en Allemagne, les classes ouvrières de nos deux pays respectifs sont confrontées aux mêmes maux de l'exploitation des monopoles capitalistes.

Les sidérurgistes de Dunkerque, Denain, Longwy connaissent cette même politique monopoliste et ils ont engagé le combat de classe contre les 20 000 nouveaux licenciements envisagés par les monopoles capitalistes.

C'est pourquoi notre Parti, le Parti communiste marxiste-léniniste vient de lancer un appel à la lutte pour l'emploi, contre le chômage avec comme mot d'ordre « Du travail pour tous ».

Oui, camarades sidérurgistes d'Allemagne, votre combat est le même que celui des sidérurgistes de France et nous sommes solidaires de vos luttes, de vos actions décidées à la base et dans l'unité.

Nous sommes avec vous, à vos côtés dans la lutte que vous menez classe contre classe.

Dans nos deux pays respectifs, chaque jour, le patronat licencie des ouvriers avec l'assentiment des politiciens au pouvoir qu'ils appartiennent à la bourgeoisie de droite ou de gauche, ils servent les intérêts objectifs du capitalisme monopoliste d'État.

Dans nos deux pays respectifs, le système politique repose sur la loi du profit maximum et sans cesse les travailleurs sont amenés à livrer un combat de classe de tous les instants pour maintenir des conditions de vie modeste à leur famille, pour leur classe sociale.

Ainsi, que ce soit dans la sidérurgie, la métallurgie, la navale, le textile, l'imprimerie, le bâtiment ou dans d'autres branches, le capitalisme jette à la rue, chaque jour, des milliers, des dizaines de milliers de travailleurs qui vont grossir l'armée de réserve des sans-travail, au nom de la politique de restructuration, au nom de la loi du profit maximum.

Cette politique capitaliste se fait sans cesse sur le dos de la classe ouvrière. En France, il n' y a pas moins d'un million 700 000 chômeurs, en Allemagne un million 300 000. Les faits sont là...

Camarades sidérurgistes d'Allemagne, votre lutte c'est notre lutte, car nos liens de classe nous unissent très étroitement les uns aux autres dans le même combat que nous menons pour la véritable libération de l'homme.

Inspirons-nous dans nos luttes des principes immortels de la Commune de Paris.

Travaillons toujours à l'unité de la classe ouvrière.

Vive la lutte des sidérurgistes d'Allemagne et de France.

Vive l'internationalisme prolétarien !

La restructuration dans la sidérurgie

NOUS commençons à partir d'aujourd'hui la publication d'une série d'articles sur la sidérurgie. Ceci dans le cadre de notre campagne sur l'emploi. Aujourd'hui, nous présentons brièvement les groupes sidérurgiques français principaux, leur origine, leur histoire. Cela nous a paru nécessaire afin de présenter à nos lecteurs un tableau relativement complet des groupes qui se restructurent et qui se restructureront encore.

Premier groupe : Sacilor-Sollac :

Cette société existe depuis 1968, elle regroupe les sociétés De Wendel-Sidélor et Mosellane de sidérurgie. La Sollac est une filiale de Sacilor à 64,3 %. Sacilor est une filiale de Wendel-Marine à 47 %. Sacilor possède 47,5 % des actions de la Solmer. Le PDG, c'est Mayoux (ancien PDG du Crédit agricole et compagnon de promotion à Giscard d'Estaing) celui-ci remplace Pierre Celier chez De Wendel. Cette société emploie jusqu'à maintenant un peu mois de 40 000 personnes en Lorraine, produit 6,4 millions de tonnes d'acier et le chiffre d'affaire de 1977 a été de 8,7 milliards d'anciens francs.

Deuxième groupe : Dunkerque Normandie :

C'est une filiale du groupe Empain Schneider dans laquelle on retrouve aussi les De Wendel. Le PDG est Marcel Gombert. Cette société emploie 5 750 sidérurgistes à Mondeville-Caen dans le Calvados et 500 mineurs de fer. La production a été de 665 000 tonnes d'acier en 1977, le chiffre d'affaires a été de 778 millions de francs. Cette société est en pourparler de regroupement avec Sacilor-Sollac.

Usinor

Sont regroupées dans Usinor les sociétés suivantes : Denain-Anzin forges et aciéries du Nord et de l'Est, Lorraine-Escaut. Usinor est une filiale de Denain-Nord-Est-Longwy à 65,2 %. Vallourec est associée à Usinor et celle-ci à une filiale de Denain-Nord-Est-Longwy. Usinor détient 47,5 % de la Solmer. Donc ils sont associés avec Sacilor-Sollac pour la Solmer. Le nouveau PDG est Etchégaray. La production est de 8,3 millions de tonnes, le chiffre d'affaires a été de 9,6 milliards de francs pour 1977 ; cette société a employé jusqu'au plan de restructuration 37 000 personnes.

Châtillon-Neuves-Maisons

Cette société a été créée sous la tutelle de Paribas, premier groupe financier français. Sont intégrées à la société, les boites suivantes : Société des hauts fourneaux de la Chiers, Forges de Châtillon-Commentry-Biache, aciérie et tréfilerie de Neuves-Maisons-Châtillon.

Le PDG est Etchégarry, il y a fusion avec Usinor dans le cadre du plan de restructuration de la sidérurgie. Etchégaray est l'ancien président de LMT (Le matériel téléphonique), filiale aujourd'hui du groupe Thomson CSF). Cette société comptait avant la restructuration 10 900 salariés, est implantée dans le Nord et la Lorraine, produit en 1977 6,4 millions de tonnes d'acier et a réalisé un chiffre d'affaires de 2,8 milliards.

Yves LEPIC

Sans commentaire

PARTIS

Direction du PS

Impasse et démagogie des mitterrandistes

RIEN de nouveau ne s'est passé sur le fond au comité directeur du PS. Les positions sont désormais bien établies (voir Humanité rouge du 5 janvier). Par contre, à la fin de la semaine dernière, les mitterrandistes ont publié une série de textes où ils exprimaient leurs positions. La démagogie de certains partisans de Mitterrand atteint des sommets surprenants. Les déclarations sont conformes au choix de cette tendance de privilégier l'union avec le PCF, seul moyen pour eux de faire du PS le parti dominant de la politique française et d'accéder au pouvoir.

Dans son interview au journal *Le Monde* de samedi, Mitterrand évoque les buts qu'il poursuit : *« Pour que la politique française s'organise autour de lui* (autour du PS), *il faut que son audience atteigne 30 %. Nous avons besoin de grandir »*.

Comme tout dirigeant d'un parti, ce qui intéresse Mitterrand c'est le pouvoir. Le moyen pour y parvenir est donc de faire du PS le parti dominant de la politique française. Il indique également : *« Jamais nous n'avons reçu plus d'adhésions, et d'adhésions notoires, enregistré plus de ralliements, qu'au beau temps du Programme commun »*.

L'aveu de Mitterrand est tout à fait significatif. L'Union de la gauche est pour lui le meilleur moyen de renforcer le PS, d'où son désir de renouer des liens avec les dirigeants du PCF, d'où sa récente proposition d'une réactivation du Comité de liaison des partis de gauche, d'où son espoir de pouvoir signer un nouveau Programme commun.

Or, il se trouve que les dirigeants du PCF sont conscients que l'Union de la gauche a surtout profité au PS. Aussi, ne veulent-ils plus, semble-t-il, recommencer l'expérience, pour le moment du moins. Eux aussi veulent devenir plus forts et pour cela, ils estiment pouvoir se passer actuellement du PS.

L'orientation de Mitterrand semble dénuée de toute perspective (à moins qu'une autre ligne du type de celle défendue par Ellenstein ne triomphe à la tête du PCF).

IMPASSE ET DÉMAGOGIE

L'absence de perspectives de la ligne Mitterrand conduit ses partisans à exprimer des idées surprenantes pour des sociaux-démocrates. Dans une contribution (les partisans de Mitterrand les ont multipliées ces derniers jours), Mermaz, un des fidèles du premier secrétaire du PS, écrit par exemple cette étonnante profession de foi : *« Nous jugeons ambiguë et dangereuse la formule selon laquelle il conviendrait de trouver une troisième voie intermédiaire entre le modèle communiste et le capitalisme... »*. Plus loin, Mermaz poursuit : *« ... Nous ne pouvons nier les formidables avancées qui se sont produites à partir de la Révolution d'Octobre ou de la Longue marche et nous ne pouvons établir de fausse symétrie entre le modèle soviétique ou communiste et l'univers capitaliste »*.

Que le social-démocrate Mermaz défende le communisme, voilà qui est nouveau. A quelle démagogie ne sont pas prêts les dirigeants du PS pour se faire passer pour des défenseurs des travailleurs ?

Dans son interview au *Monde*, Mitterrand, lui, est plus mesuré. Certes, il sacrifie aux formules ronflantes à résonnance marxiste-léniniste pour désigner les nationalisations. Il parle par exemple d'*« appropriation sociale du crédit et des grands moyens de production »*. Mais quelques colonnes plus loin, il indique : *« Mais enfin à l'intérieur de la même production (encore cette production recevrait-elle un coup de fouet si ceux qui travaillent avaient le sentiment de vivre dans une société plus juste), la redistribution des efforts, des chances et des profits peut être très différente »*. Evidemment, pour le moins, Mitterrand se trompe. Avec le même mode de production capitaliste auquel il entend donc bien rester, on ne peut rien distribuer différemment.

La démagogie sans fard de Mermaz ou celle plus mesurée de Mitterrand illustrent bien les difficultés des dirigeants sociaux-démocrates du PS d'acquérir une assise populaire tout en s'apprêtant à défendre les intérêts des monopoles.

HM

LUTTE

EDF

Malgré l'intervention des flics, la direction a du céder

DANS ses différents immeubles, EDF fait effectuer le nettoyage par des entreprises spécialisées qui embauchent des travailleurs immigrés en les payant à peine au SMIC.

Régulièrement, EDF procède au renouvellement des contrats signés avec les entreprises de nettoyage, permettant de changer celles qui ne donnent pas satisfaction à la direction.

C'est ainsi qu'en décembre, EDF voulut profiter d'un renouvellement de contrat pour le nettoyage de l'immeuble d'Issy-les-Moulineaux pour changer d'entreprise dont les 50 travailleurs s'étaient depuis deux ans organisés en section syndicale et avaient mené depuis deux grèves pour l'augmentation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Mais la loi et la jurisprudence prévoient que dans le cas où l'entreprise de nettoyage change, les contrats de travail antérieurs des travailleurs doivent être maintenus par la nouvelle entreprise.

EDF ne veut pas en entendre parler et le 15 décembre choisit une nouvelle entreprise et modifie le contrat en supprimant les postes de jour occupés par les militants syndicaux du nettoyage.

Aussitôt, les travailleurs du nettoyage se mettent en grève pour exiger le maintien des contrats de travail antérieurs. Cinq jours après, devant le refus de négocier d'EDF, ils se décident à aller voir, au siège de la direction générale, le chef du service d'EDF responsable du nouveau contrat, Girod. Ils le retiennent devant son bureau, accompagnés par des militants syndicaux d'EDF et parviennent à le décider à envoyer un de ses collaborateurs à la réunion, prévue à l'Inspection du travail le 20 décembre à 16 h 30, entre les grévistes et la nouvelle entreprise de nettoyage.

Lors de cette réunion, le patron de celle-ci décide de se retirer : les travailleurs du nettoyage restent « sans patron ». Ils reviennent voir le soir-même le chef du service EDF pour exiger le maintien de leur salaire et se déclarent prêts à reprendre le travail, à cette condition, dès le lendemain.

Mais Girod est impatient de rentrer chez lui. Une délégation de travailleurs du nettoyage et de militants d'EDF occupe alors le couloir. La discussion se poursuit, entrecoupée de suspensions de séance, pendant lesquelles Girod rentre dans son bureau. Il en profite pour faire appeler les flics et reprend la négociation le temps que ceux-ci arrivent et embarquent la délégation au commissariat. Les travailleurs immigrés sont fichés. Il faut noter que c'est la première fois que les flics intervenaient ainsi au siège de la Direction générale d'EDF.

Le lendemain, à l'appel de la CGT et de la CFDT, le personnel d'EDF réagit en assemblée générale contre le recours aux flics et pour le maintien des contrats de travail des nettoyeurs.

Le directeur concerné d'EDF est conduit à prendre l'engagement de respecter la loi, mais, dans le même temps, cherche à briser la grève, ce qui se heurte à la riposte des travailleurs du nettoyage.

Le 26 décembre, une nouvelle entreprise de nettoyage est trouvée par EDF. Les contrats de travail sont maintenus, les salaires augmentés de 10 %, indexés sur le SMIC, et les dix jours de grève payés. C'est donc la satisfaction totale des revendications des travailleurs du nettoyage.

Mais la direction d'EDF, contrainte de céder, cherche à se venger et inflige des blâmes aux neuf militants d'EDF qui avaient été embarqués par la police en se procurant leurs noms auprès de celle-ci et ceci pour avoir « retenu abusivement un cadre supérieur ». Actuellement, l'action se développe pour faire lever ces sanctions inadmissibles.

Ainsi, le 5 janvier, les travailleurs du nettoyage d'Issy-les-Moulineaux faisaient grève pour la levée des sanctions des militants d'EDF blamés, manifestant ainsi la totale solidarité Français-immigrés qui s'est développée tout au long de la lutte.

D'ores et déjà, cette lutte, qui a permis de faire échec à la volonté d'EDF de licencier les cinquante travailleurs immigrés particulièrement combatifs d'Issy-les-Moulineaux, a montré qu'EDF, entreprise nationalisée, utilise exactement les mêmes méthodes que toute autre entreprise en ayant recours aux flics pour faire évacuer les grévistes, que l'unité des travailleurs français et immigrés a permis de créer un rapport de forces conduisant la direction d'EDF à céder.

Correspondant HR

Culturel

Non au fichage des cinéastes

Communiqué de presse du Mouvement audiovisuel d'intervention (MAI)

Le Mouvement audiovisuel d'intervention sociale et politique appelle tous les groupes, collectifs et personnes qui réalisent et diffusent, ou qui souhaitent le faire, des produits 16 mm, super 8 ou vidéo, à refuser le dépôt légal d'une de leurs copies à la Bibliothèque nationale ou à l'Institut national de l'audiovisuel, auxquels actuellement, et de manière insistante, les services officiels cherchent à les soumettre.

Outre les pressions financières qu'une telle mesure représente (en effet, le dépôt légal consiste à faire don aux pouvoirs publics d'une copie de tout produit audiovisuel, ce qui constitue une censure économique de fait), c'est bien, une nouvelle fois, d'une atteinte à la libre circulation des idées et des informations dont il s'agit. Il n'existait pas, jusqu'à ce jour, de visa de censure (visa d'exploitation) pour le super 8 et la vidéo ou le montage-diapos. Désormais, ce serait chose faite avec le dépôt obligatoire, 48 heures avant la première diffusion publique.

Le Mouvement audiovisuel d'intervention (MAI) considère que, sous couvert d'une prestation de services (une sorte de gigantesque cinémathèque de consultation), les organismes officiels risquent de devenir l'officine à renseignements sur tout le mouvement social français et international, avec tout ce que cela suppose de fichage et d'identification. Cette lutte rejoint donc celle sur le contrôle de l'utilisation de l'informatique.

Le MAI considère que, beaucoup plus largement, toute personne amenée à se servir d'un moyen audiovisuel est concernée : quand verrons-nous la police venir interrompre la projection d'un film qui ne serait pas détenteur d'un numéro de dépôt légal ?

En outre, et de manière indéniable, cette mesure porte en elle, à l'instar des fichiers informatiques centralisés, un très grave danger de censure a posteriori extrêmement efficace : les pouvoirs publics auront alors tout facilité pour réécrire l'histoire, soit en évacuant les œuvres gênantes, soit en l'édulcorant en utilisant tout ou partie des archives déposées entre ses mains sous prétexte de conservation. (Le transfert des donations faites au Musée national d'Art moderne vers le Centre Beaubourg constitue un précédent évocateur de l'intégrité des pouvoirs publics en ce qui concerne le respect des droits des auteurs !). Ainsi, dans dix ans, un réalisateur pourrait, par exemple, au même moment que l'INA utiliserait dans un de ses montages un de ses films faits dix ans plus tôt, se voir refuser une opportunité de production sur un sujet brûlant !

Si la Coordination de l'audiovisuel social et politique a décidé de se constituer en Mouvement, c'est bien pour rassembler tous ceux qui se sentent menacés par ces pressions insistantes et pour prendre tous contacts nécessaires à l'instauration d'un rapport décisif à cette question.

Dès lors, le MAI invite tous les groupes, collectifs ou personnes qui recevraient un courrier officiel qui rappellerait, entre autres, la loi de 1943 sur le dépôt légal (héritage, par ailleurs, du gouvernement de Vichy !) à ne pas y répondre et à en informer la permanence du MAI.

Paris, le 16 décembre 1978
Mouvement audiovisuel d'intervention
Siège social 74, rue Albert
Paris, 75013.

NB : les membres de la constitution juridique de l'Acide (Association des cinéastes indépendants et expérimentaux) ont participé à la réunion du 16 décembre. Il a été convenu d'une collaboration étroite entre les deux commissions juridiques de l'Acide et du MAI sur ce terrain d'action.

POLITIQUE ET SOCIAL

RACISME

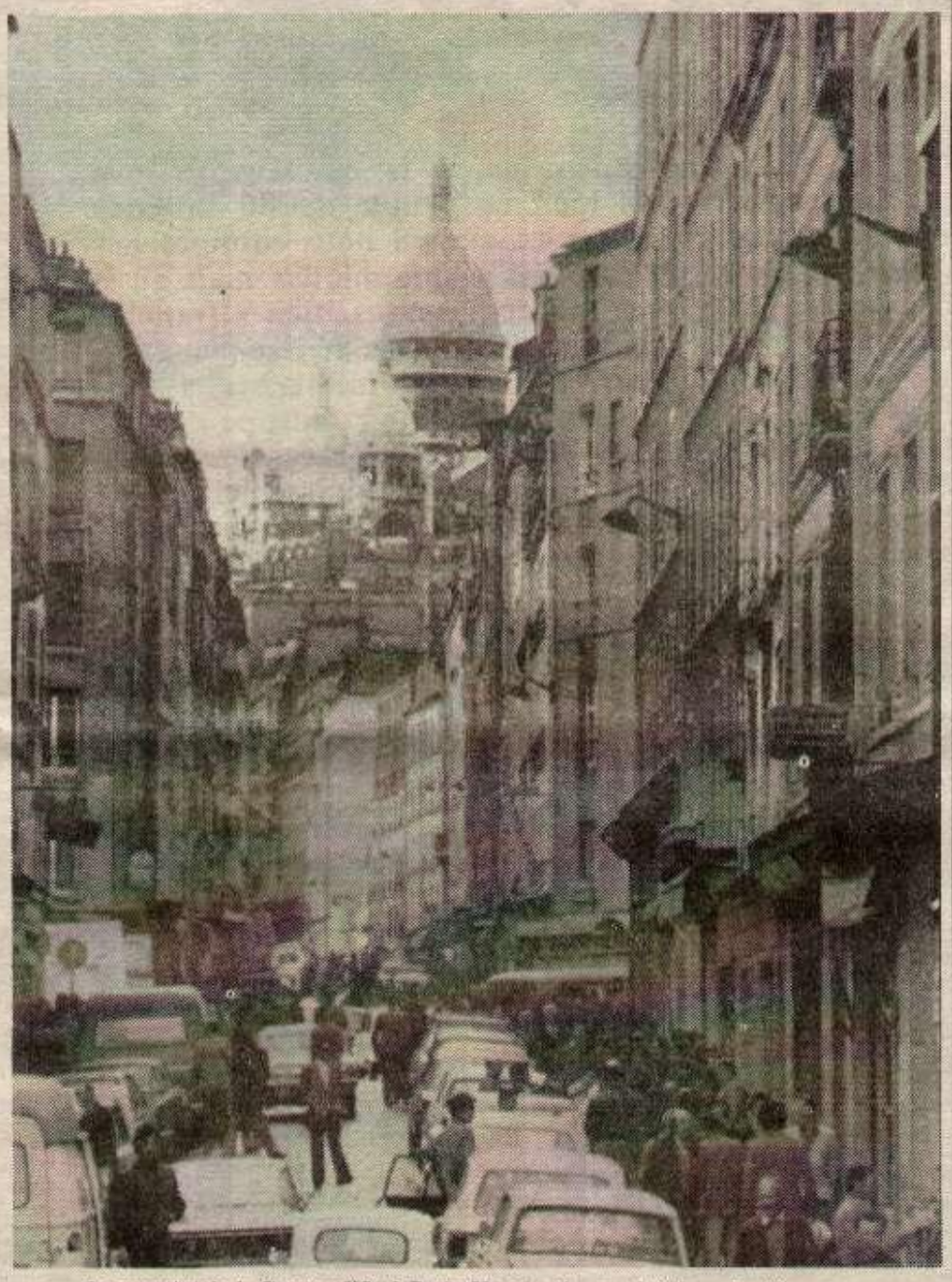
A Marseille et Paris

Trois affaires de racisme policier

TROIS nouvelles affaires de racismes ont eu lieu récemment. Dans les trois, des policiers sont en cause. Dans deux de ces affaires les victimes ont porté plainte et sont soutenues par des démocrates et antiracistes. Il faut que les policiers racistes soient punis.

Le 27 décembre vers une heure du matin, sept personnes consomment au bar « Le Lexicon » dans le 14e arrondissement à Paris. C'est alors que huit flics pénètrent dans le café. Il faut dire que celui-ci est tenu par deux frères algériens. Les pandores aussitôt menacent, contrôlent les identités, malmènent consommateurs et propriétaires, cassent des verres et des tabourets. Sans ménagement tout le monde est emmené au commissariat où les vexations racistes, les coups, les injures pleuvent. Les victimes sont obligées de se dénuder plusieurs fois. Elles seront relâchées vers 4 heures du matin. Le 31 décembre, les consommateurs agressés par la police ont porté plainte collectivement. Ce sont deux Marocains, deux Maliens, deux Algériens et un Français. De leurs côtés, les propriétaires l'ont fait également. Quant aux pandores racistes du commissariat du 14e ils nient leur comportement raciste.

Plusieurs cafés de la « Goutte d'or », quartier de Paris où habitent de nombreux immigrés, ont été également le lieu de rafles policières. Parcourant le quartier avec deux paniers à salade, les flics s'arrêtent tout d'abord dans un café, rue Jessaint. Ils embarquèrent tous les consommateurs après les avoir fouillés. Le même scénario se poursuit rue Léon, puis rue de Chartres, rue du Canada, rue Marx Dormoy. Cinq bars, tous gérés par des immigrés, seront contrôlés. Les consommateurs seront entassés dans les deux cars et conduits au commissariat, cinq personnes seront gardées à vue illégalement. Un immigré sera ensuite expulsé, tandis qu'un interdit de séjour sera, lui, remis en liberté. Les interdits de séjour sont souvent utilisés comme indicateurs par la police, ce qui explique peut-être cela. Pendant ce temps les cafés tenus par les proxénètes à la « Goutte d'or » n'étaient pas, eux, inquiétés. La police, il est vrai, serait en très bonne relation avec leur tenanciers.



Le quartier de la Goutte d'Or à Paris. Un quartier quadrillé par les flics.

Témoignage — Marseille

«Il faut que les gens sachent»

« Messieurs, j'aimerai témoigner de faits qui se sont passés à Marseille dans la nuit du 29 au 30 décembre 1978 et qu'il faut que les gens sachent.

Vendredi soir 29 décembre, à la gare Saint-Charles de Marseille, je prenais un billet pour Paris, content de passer les fêtes chez mon frère. Comme je me préparais à payer par chèque, l'employé me demanda ma carte d'identité ; je produisis tous mes papiers (carte de séjour, livret de famille). Mais prétextant que mes papiers étaient trafiqués, il menaça d'appeler la police. Je le devançais et interpellais deux agents qui passaient. Ceux-ci confirmèrent que mes papiers semblaient louches et ils m'amenèrent au commissariat.

C'est alors que, sans preuves aucune, sans vérification, j'ai été fouillé, insulté, menacé, puis frappé pour me faire avouer que j'avais trafiqué mes papiers. J'ai proposé aux policiers de vérifier auprès des autorités que tout était en règle, mais cela n'a fait que redoubler leur fureur. J'ai de nouveau reçu coups de pieds et coups de poings à la machoire, au ventre, au sexe et d'autres humiliations et sévices d'ordre sexuels.

J'ai décidé alors de porter plainte pour coups et blessures, injures racistes et violences ce qui a beaucoup amusé mes tortionnaires. Conduit au commissariat central de Marseille (dit « L'Evêché »), on m'a fait du chantage : « Si tu portes plainte on est obligé de te garder ». On a essayé de me faire signer des versions des faits falsifiés (« Si tu ne signes pas ça te coûtera plus cher »). J'ai répondu que je ne signerai qu'en présence de mon avocat ou de ma femme.

Lorsque j'ai reparlé des sévices sexuels que j'avais reçus, je me suis fait de nouveau frapper et injurier. J'étais dans un état de grande faiblesse ; ils m'ont imposé de voir le docteur de service, je réclamai le mien. Je ne sais pas ce que ce docteur de « L'Evêché » a écrit sur mon rapport, à aucun moment il ne m'a été possible de contacter quiconque, ni ma famille, ni ma femme, ni mon avocat. Je me sentais isolé et impuissant et je ne comprenais absolument pas la cause de leur acharnement : mes papiers sont parfaitement en règle. J'ai passé la fin de la nuit dans une cellule, en compagnie d'autres immigrés tous plus ou moins amochés (oreilles qui saignent, pantalons déchirés, etc).

Le lendemain, nouvelle affaire, nouveau chef d'accusation, encore plus invraisemblable que le premier : on a découvert que j'étais sous l'effet d'une condamnation pour vol à Lyon et que j'aurai purgé 6 mois de prison de janvier à mai 1978, alors qu'à l'époque j'effectuai un stage de FPA à Port-de-Bouc, stage terminé par l'obtention de mon diplôme de soudeur-tuyauteur le 11 février 1978.

Menottes aux mains, j'ai été conduit chez le procureur, qui relevant « des incohérences et des oublis » dans le dossier m'a laissé en liberté provisoire, me laissant cependant entendre que l'inculpation était maintenue ».

BLOC-NOTES

VENTE CALENDRIER

Nous demandons à toutes les cellules et à tous les camarades de transmettre dans les plus brefs délais les règlements des calendriers déjà vendus, sans attendre la vente complète. Précisez « Pour les calendrirer 1979 » sur vos chèques et règlements.

LILLE

Soirée d'information sur le Kampuchea démocratique

Le vendredi 12 janvier à 20 h 30 salle de l'ILEP (ancienne bibliothèque universitaire), 1, place Georges Lyon – Lille.
La soirée sera animée par Annie Brunel, membre de la délégation du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) qui a effectué un voyage de 1 000 kilomètres au Kampuchea démocratique au mois de septembre 1978.
Exposition de photos sur le nouveau Cambodge, projection commentée de diapositives de voyage, livres, brochures et presse sur le Kampuchea démocratique.

PARIS

Meeting de soutien au peuple iranien

A l'appel de UEIF, PCRml, PCML, UCF, OCF. Le jeudi 18 janvier à 20 h 30. Mutualité, salle B. Metro Maubert-Mutualité.

Revue théorique et politique **Prolétariat**

chine : la "démaoïsation" ?
avoir vingt ans aujourd'hui
le centralisme démocratique

Prix - 14 F. Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de Prolétariat *BP 32013213 - Marseille Cédex 1 CCP 2130 89 H - Marseille - Abonnez-vous un an : 52 F Abonnement de soutien : 80 F.*

Le nº 18 de
Prolétariat est paru

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge – Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal : 1er trimestre 1979

L'Allemagne, notre voisine

L'ALLEMAGNE — notre voisine — la connaissons-nous bien ? Connaissons-nous bien ce peuple de 80 millions d'âmes que nous côtoyons et auquel nous sommes liés par mille et un liens, d'abord géographiques mais aussi historiques et politiques ? Sommes-nous bien affranchis des innombrables clichés qui sont lancés — non sans arrière-pensée — sur son compte : « l'Allemand nazi, l'Allemand militariste, l'Allemand pro-américain, l'Allemand dominateur de l'Europe », etc. Certes, la réalité allemande d'aujourd'hui est complexe, elle est, à maints égards, différente de la nôtre. Mais là-bas comme ici, il y a une classe ouvrière, il y a un peuple qui lutte et aspire à des conditions de vie meilleures, un peuple qui a les mêmes intérêts fondamentaux que le peuple de France.

Si l'on remonte loin dans l'histoire, on s'aperçoit que, pendant longtemps, la France et l'Allemagne — ou plutôt leurs ancêtres — ont été liées par un même destin : l'occupation par l'Empire romain, puis les grandes migrations, la formation de l'Empire carolingien... Mais après la mort de Charlemagne, naquirent deux Etats séparés.

NAISSANCE DE L'IMPÉRIALISME ALLEMAND

Et à la différence de la France qui s'avança très vite dans la voie d'un Etat centralisé, l'Allemagne resta, pendant très longtemps, jusqu'en 1871, morcelée en une multitude d'Etats féodaux, indépendants les uns des autres. Et tant ce morcellement que le carcan féodal constituèrent un frein au développement du capitalisme, malgré de puissants mouvements révolutionnaires, notamment en 1848. L'Allemagne ne s'unifia, sous la houlette de Bismarck, qu'en 1871, non au terme d'une lutte populaire, mais « par le fer et le sang » — par la politique autoritaire de la Prusse.

Or, ceci eut une importante conséquence : dernière née des grandes puissances impérialistes, l'Allemagne fut confrontée à un monde déjà partagé en sphères d'influence entre la Grande-Bretagne, la France, l'Italie. L'impérialisme allemand ne put donc s'étendre, comme les autres l'avaient fait, par des guerres coloniales, mais en s'attaquant directement à ses voisins. Et ce fut la Première Guerre mondiale. L'Allemagne fut vaincue, et les puissances victorieuses en profitèrent pour la saigner à blanc : lourde dette au titre de « réparations », pillage des mines de charbon de la Ruhr, humiliation de toute la nation allemande.

UN PROLÉTARIAT A L'AVANT-GARDE

Cependant, en même temps que le capitalisme, s'était développé un prolétariat puissant, dont les organisations révolutionnaires furent pendant un temps l'avant-garde de la lutte du prolétariat européen. C'était en Allemagne aussi, qu'était né le marxisme, et ses fondateurs, Marx et Engels, exercèrent jusqu'à leur mort un rôle dirigeant dans le mouvement ouvrier allemand.

Certes, au début du XXe siècle, celui-ci fut gangréné par l'opportunisme qui le livra aux impérialistes. Mais dès 1917, le prolétariat allemand se souleva, à l'appel de ses dirigeants Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, contre la guerre impérialiste. En 1918, l'Empire fut renversé et la République proclamée.

Le 31 décembre 1918, fut créé le Parti communiste allemand membre de la IIIe Internationale et pendant cinq ans, l'Allemagne fut secouée par de puissantes luttes révolutionnaires qui ne purent être écrasées que du fait de la collaboration étroite entre les traitres du parti social-démocrate et la réaction.

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Pourtant, le prolétariat allemand ne baissa pas les bras. Sous la direction du son Parti communiste, à la tête duquel se trouvait Ernst Thälmann, il mena de puissants combats de classe contre la réaction, contre la crise, contre le fascisme — pour l'unité avec ses frères de classe américains, russes, chinois, français, etc.

Le 1er mai 1929 fut l'un des sommets de cette guerre de classe : passant outre l'interdiction de manifester proclamée par le ministre de l'Intérieur social-démocrate, les ouvriers défilèrent à Berlin et livrèrent de durs combats à la police qui les réprima sauvagement.

Le 24 août 1930, le Parti communiste publia son « programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand », dans lequel il proclamait : *« Le Parti communiste d'Allemagne développe la plus vigoureuse lutte politique et armée de masse contre le fascisme traitre à la nation, antisocialiste et antiouvrier. Nous luttons pour sauver les masses laborieuses de la catastrophe qui les menace ».*

Le 31 octobre 1932, Ernst Thälmann — « Theddy », comme l'appelaient affectueusement les prolétaires allemands — vint à Paris et prit la parole à un meeting-monstre organisé par le Parti communiste français sur le thème « Vive la révolution russe ! A bas le traité de Versailles ! » (1919) — vibrant témoignage de la solidarité internationaliste de classe.

Mais la lutte héroïque des ouvriers allemands ne put finalement pas empêcher la prise du pouvoir par Hitler, en 1933, avec le soutien des plus gros capitalistes du pays. Et ce fut, pendant 12 ans, la terrible nuit du fascisme : l'écrasement de tout ce qu'il y avait en Allemagne de progressiste, d'humaniste même, ce fut l'instauration d'une dictature sanglante sur la classe ouvrière et le peuple. Et ce fut la marche à la guerre.

La classe ouvrière avait subi un échec grave, nombre de ses dirigeants — comme Ernst Thälmann furent certes assassinés, mais elle poursuivit le combat, dans les conditions difficiles de la dictature de Hitler. Elle le poursuivit dans les entreprises, dans les camps de concentration où, par centaines de milliers, étaient jetés les communistes, les révolutionnaires, les antifascistes (ainsi le camp de concentration de Buchenwald fut libéré par les détenus eux-mêmes avant l'arrivée de l'Armée rouge en 1945). Elle le poursuivit aussi à l'étranger, et notamment dans les Brigades internationales en Espagne, auxquelles participèrent des centaines de communistes comme Hans Daimler ou Erich Weinert. Et au plus fort de la guerre, sans se décourager, les communistes firent tout pour arrêter la machine de guerre nazie. Ainsi, à Stalingrad, le poète communiste Erich Weinert était aux côtés de l'Armée rouge, dans les tranchées, et il diffusait par-dessus les lignes de front des appels retentissants à la lutte contre Hitler : *« Je suis la voix des millions de soldats morts... J'accuse notre pire ennemi : Adolf Hitler... ».*

L'Humanité et Rote Fahne
relatèrent simultanément le meeting monstre organisé à Paris le 31 octobre 1932 avec Ernst Thälmann

Karl Liebknecht

Rosa Luxembourg

Ernst Thälmann

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

La guerre impérialiste causa des préjudices terribles au peuple allemand : six millions de morts, des villes détruites, la misère et la famine. En 1945, le pays fut occupé par les quatre puissances alliées — URSS, USA, Grande-Bretagne et France — qui s'étaient donné pour programme la démocratisation du pays et sa dénazification, tout en maintenant son unité nationale.

Mais quatre ans plus tard, par suite des divergences entre les Alliés, étaient créés deux Etats allemands, à l'Ouest, la République fédérale — et à l'Est, la République démocratique. La nation et le peuple allemands se trouvaient ainsi coupés en deux — et cette division dure toujours aujourd'hui, malgré l'aspiration unanime du peuple à l'indispensable et inéluctable réunification nationale.

Jean SCHUBERT